



les cavalières de l'anti-apocalypse

par Francine Pelletier



Photos : Anne de Guise



«Nous sommes des femmes qui nous réunissons aujourd'hui parce que la vie au bord du précipice est intolérable».

Women's Pentagon Action
Washington, 17 novembre 81

New York. 12 juin 82. Près d'un million de personnes envahissent les rues de Manhattan. Des femmes, des hommes, des enfants, des bouddhistes japonais, des écrivain-e-s, des vétérans de la guerre du Vietnam, des curés et même des robineux. Et beaucoup de policiers qui surveillent cet énorme embouteillage, l'air presque amusé. «Ce n'est plus seulement des hippies et des flyé-e-s, disait un participant, c'est tout le monde. Ils vont bien finir par nous entendre».¹

La plus grande manifestation jamais vue en Amérique du Nord s'est faite pour dénoncer la fin du monde, ni plus ni moins. «Ne la faites pas sauter, les bonnes planètes sont difficiles à trouver», clamaient les pancartes. Le message était simple, clair, parfois émouvant: on ne veut pas mourir dans cet holocauste inimaginable que serait une guerre nucléaire.

Rassurez-vous: je ne vous ferai pas le coup de l'Apocalypse. Même si au Québec, contrairement aux États-Unis et au Canada, nous sommes très mal informé-e-s sur la fin du monde; sur ce qui se passerait si une des deux ou trois bombes à destination de Montréal nous tombait sur la tête. Je m'en tiendrai à cette phrase historique de Nikita Krouchtchev: «Les vivants envieront les morts», et aux faits suivants: de janvier 79 à juin 80, le système d'alarme américain a commis la même erreur 3 703 fois, lançant la fausse alerte que l'URSS avait entrepris une attaque nucléaire contre les États-Unis, et trois de ces alertes frisèrent la catastrophe;² une guerre nucléaire entre les États-Unis et l'URSS entraînerait 750 millions de morts et 350 millions de blessé-e-s en 24 heures dans l'hémisphère nord;³ les recherches militaires américaines étudient présente-

ment la possibilité d'entraîner des marsouins pour transporter des bombes quand il n'y aura plus personne pour le faire;⁴ et le conseil de ville de Montréal a récemment jugé «irrecevable» une motion sur le désarmement par «manque d'intérêt municipal».⁵

S'il est vrai que l'ampleur insoupçonnée de cette mobilisation américaine pour le désarmement et pour la paix, à l'instar de celle déjà amorcée en Europe, ne peut passer inaperçue aux yeux des pouvoirs politiques, journalistes et gouvernants ont déjà tenté de minimiser son impact en la qualifiant d'«inarticulée» et de «naïve». Pis encore, cette déclaration de Reagan à la veille de la démonstration: «Je serais en tête de votre défilé si je croyais que simplement marcher pourrait rendre le monde plus sûr.»⁶ N'en déplaise au président des États-Unis, ce n'est quand même pas par besoin d'exercice que des milliers de personnes (et jusqu'aux soldats en Allemagne) se sont mises à défiler dans les rues d'Europe et d'Amérique du Nord.

De la conjoncture et des hommes

En Europe, la menace d'une troisième guerre mondiale révolte des millions de gens⁷ qui en ont assez de faire les frais de guerres toujours plus dévastatrices. Et pour cause. Voici comment s'exprime un général américain devant ses vis-à-vis européens: «Nous avons fait la première grande guerre en Europe, nous avons fait la deuxième grande guerre en Europe et si vous êtes assez idiots pour le permettre, nous allons faire la troisième grande guerre en Europe».⁸ Et un général américain de l'OTAN déclarait récemment que, d'après lui, les Allemands sont un peuple compréhensif et qu'il est sûr que si la dévastation nucléaire est le prix de la liberté, ils l'accepteront. De quoi faire fuir le dernier des optimistes; ces déclarations mettent à nu les intentions militaires des USA.

En Amérique du Nord, par ailleurs, nous n'avons jamais vécu la guerre, ce qui explique la mobilisation moins grande et plus récente du mouvement pacifiste de ce côté de l'Atlantique. Jusqu'à maintenant, nous n'avons jamais cru que cela nous arriverait «à nous».



Mais il faut dire, aussi, que nous n'avions pas encore eu affaire à un cowboy à la présidence des États-Unis. Qualifiant le contrôle des armes ainsi que le principe de la «détente» comme un «truc de la part des Russes», l'administration Reagan a systématiquement boudé les négociations avec l'URSS, prôné l'accroissement de la puissance militaire et, surtout, rendu plausible la possibilité de gagner une «petite» guerre nucléaire. Ce fut la goutte qui fit déborder le vase. Depuis cette déclaration fatidique, le fameux «Doomsday Clock»,⁹ horloge qui symbolise les tensions internationales et le danger d'une guerre nucléaire, ne lit plus que quatre minutes avant minuit, c'est-à-dire quatre minutes avant le «Big Boom».

Même, si certains analystes politiques croient que les armes nucléaires ne seront plus jamais utilisées, il n'en demeure pas moins qu'elles ont déjà été utilisées contre le Japon en 1945 et que les États-Unis et l'URSS en sont venus à un poil d'une guerre nucléaire au sujet de Cuba en 1962. Si l'existence des armes nucléaires n'avait pour but que de dissuader d'éventuelles attaques sur les pays membres de l'OTAN ou du Pacte de Varsovie, comme l'affirment les stratégies militaires, la possession de trois missiles ayant chacun une force de cinq mégatonnes, à l'Est comme à l'Ouest, suffirait à la tâche. Or, les super-puissances en étaient à ce point il y a déjà 25 ans. Aujourd'hui, il y a 50 000 armes nucléaires utilisables à travers le monde (USA : 30 000 / URSS : 15 000 environ), toutes plus sophistiquées et plus puissantes les unes que les autres, et capables de tuer chaque être humain plusieurs dizaines de fois. C'est ce qu'on appelle familièrement aux États-Unis du «over-kill».

L'arsenal nucléaire actuel dépasse tout simplement la compréhension et l'imagination humaines. De la bouche même d'un conseiller au Pentagone: «Nous devrions en effet nous sentir très mal à l'aise du fait que notre système de gouvernement – conçu pour régler des problèmes ordinaires, mené par des hommes ordinaires de façon passablement ordinaire – est aujourd'hui censé contrôler des armes qui n'ont absolument rien d'ordinaire».¹⁰ Ce qui ne présuppose aucunement que les armes nucléaires seront mises en œuvre car l'histoire nous dit que les hommes n'ont jamais rien inventé qu'ils n'ont pas ensuite utilisé.¹¹

Longtemps, la hantise du communisme, couplée à un américano-centrisme avancé, a permis aux gouvernants américains (et Reagan plus que tout autre) de justifier la course aux armements au nom de la «sécurité nationale». «S'il faut repartir à zéro avec de nouveaux Adam et Eve, disait récemment un sénateur, je veux qu'ils soient Américains et non Russes, et je les veux sur ce continent et non en Europe».¹² Mais ce genre de chauvinisme de plus en plus étriqué, voire fanatique,

rassure de moins en moins d'Américain-e-s. C'est que même la confiance accordée aux chefs politiques par les classes moyennes blanches n'est visiblement plus ce qu'elle était. «Des politiciens qui ont toute la difficulté du monde à restreindre l'inflation, le chômage ou la dette nationale, se disent capables de «limiter» une guerre nucléaire. Des technologues qui ne sont pas toujours capables de lancer une fusée au premier essai ou d'accomplir une mission en hélicoptère en Iran sont prêts à nous garantir le «coup sûr» en ce qui concerne des missiles de portée intercontinentale et de capacité explosive inimaginable».¹³

Depuis toujours pacifistes

Et parmi tous ces insatisfaits du système, on compte surtout des insatisfaites.¹⁴ Après tout, ce sont les femmes qui sont les plus durement touchées par les politiques socio-économiques puisque les coupures dans les services sociaux causées, entre autres, par le gonflement du budget militaire, «n'enlèvent pas seulement des services aux moins bien nanti-e-s, ils enlèvent aussi du travail rémunéré aux femmes qui se retrouvent majoritaires dans ce secteur».¹⁵ Mais surtout, les femmes, aujourd'hui plus que jamais, sont une composante majeure et essentielle du mouvement pour la paix. D'une part parce que les féministes – qui au début des années 70 sentaient le besoin de se détacher du grand mouvement de protestation qui balaya les États-Unis durant la guerre de Vietnam – regagnent les rangs du mouvement pour la paix ; d'autre part, parce que les femmes ont une longue tradition pacifiste derrière elles.

Ce sont les femmes qui sont à l'origine du «tabou contre les guerriers» interdisant, dans certaines sociétés primitives, le contact avec les hommes qui auraient tué à la chasse ou à la guerre.¹⁶ Au nom de la vie, de l'environnement, des enfants qu'elles mettent au monde, de l'harmonie et, plus tard, de la démocratie et du devenir du monde civilisé, les femmes, depuis toujours, s'opposent à la guerre. Quoique les nombreux groupes de femmes qui se sont mobilisés pour la paix, particulièrement depuis les années 60, n'ont pas toujours fait le lien entre leur condition de femmes et la guerre, il n'en demeure pas moins que l'implication des femmes pour la paix est étroitement liée à leur prise de conscience sociale et politique. L'histoire nous démontre, d'ailleurs, que plus une société est sexiste plus elle se consacre à la guerre.

Née du mouvement des suffragettes durant la première grande guerre, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, possiblement la première organisation de ce genre, illustre bien comment la revendication pour la paix et la revendication des droits



Photos : Anne de Guise

des femmes se rencontrent. Les suffragettes, à qui l'on ripostait – «Si vous ne pouvez vous battre pour la Patrie, vous ne pouvez voter.» – affirmaient au contraire que la démocratie servait justement à tourner le dos à la force brute, comme moyen de contrôle, pour se baser plutôt sur l'approbation du peuple (dont celle des femmes). De plus, elles élaborèrent une stratégie de négociation pour mettre fin à la guerre, qu'elles présentèrent personnellement aux chefs d'État concernés et que ceux-ci, évidemment, ignorèrent. «Mais ces femmes avaient raison. On les considéra naïves seulement parce qu'on était pas prêt à les écouter. Cette guerre qui piétinait dans les tranchées était toute désignée pour se terminer par des négociations, ce qui aurait influencé l'histoire d'après-guerre d'une toute autre façon».¹⁷

Soixante-sept ans plus tard, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté non seulement existe toujours mais a été le seul organisme de femmes à participer à l'organisation de la manifestation du 12 juin. En effet, ce n'était pas les préoccupations des femmes, encore moins un point de vue féministe, qui primaient lors du grand rassemblement à New York. D'après Kris Eberlein, membre du Women's Pentagon Action et du Peace Council du Vermont, c'est le mouvement pour le désarmement, préconisant le «gel» des armes nucléaires et donc le retour à un certain statu quo, qui s'est fait le plus remarquer. «Cette journée-là, les angoisses du «White Middle America» ont pris l'affiche. Et de quoi les hommes blancs, d'âge moyen, se préoccuperaient-ils sinon de la menace d'une bombe qui leur tomberait malencontreusement sur la tête ? C'est bien la seule ombre à leur horizon».

Militarisme, machisme : même combat

P our combler ce manque d'intérêt féministe, La Ligue internationale des femmes pour la paix ainsi que l'American Friends Service Committee¹⁸ organisèrent, la veille de la manifestation à New York, un «Global Feminist Disarmament Meeting» rassemblant de nombreuses femmes de différents pays. Cet événement comme d'ailleurs l'ensemble de la mobilisation des femmes pour la paix, est remarquable. Justement parce qu'il regroupe des femmes non seulement de tous les pays, mais aussi de tous les âges, de tous les milieux et de toutes les tendances. Des groupes tels Women Strike for Peace aux États-Unis et la Voix des femmes au Canada – c'est-à-dire les premières femmes à protester contre les essais nucléaires mais toujours à titre de mères concernées par le bien-être de leurs enfants et de l'humanité en général – se retrouvent côte à côte avec des groupes comme Women's Pentagon Action (USA) et Women for Survival (Toronto). Plus jeunes et plus radicales, ces militantes non seulement remettent en question le rôle traditionnel des femmes

mais font un parallèle entre l'oppression des femmes et la montée du militarisme.

De dire l'une d'entre elles, «le militarisme est le machisme poussé à son extrême limite. La philosophie de base est la même dans les deux cas. On valorise la force et la compétition créant ainsi la Différence, la peur de 'l'Autre', justifiant toutes les cruautés et toutes les injustices ; on vise la conquête, la victoire à tout prix en faisant appel à un esprit de «gang» (nos «boys») et en s'aliénant de tous sentiments humains. On ne cherche qu'à posséder et à triompher».

Aujourd'hui, rares sont les femmes qui ne reconnaissent pas que la guerre et la société patriarcale sont parties prenantes. L'exemple le plus récent et peut-être le plus éloquent est bien cette déclaration des femmes israéliennes contre la guerre au Liban, faite le 23 juin dernier : «Ils disent qu'ils partent en guerre pour nous protéger, nous, leurs soeurs, filles, mères, épouses. Pendant ce temps-là, nous sommes censées rester belles et nous taire, tricoter des chaussettes et attendre, les bras ouverts, le retour du guerrier qui a appris la stratégie : attaque – pénétration – conquête. Nous ne nous tairons pas. Nous refusons la «purification» du peuple palestinien en notre nom. Nous ne servirons pas d'alibi à leurs meurtres. Nous disons au gouvernement israélien et à l'armée : sortez immédiatement du Liban!»¹⁹

Et plus l'esprit de guerre persiste, plus des femmes trouvent des façons de s'y opposer. Aux États-Unis, certaines refusent de payer la taxe du téléphone qui va directement au budget militaire ; en Allemagne de l'Ouest, une action semblable se prépare et, à Vancouver, une femme a refusé de payer 10% de ses impôts pour les mêmes raisons, versant cet argent plutôt dans un «Peace Fund». (Après maints démêlés avec le gouvernement, sa cause vient d'être gagnée). En Angleterre, des femmes ont organisé des «Peace Camps» qui prolifèrent aujourd'hui près des installations militaires. Et partout, elles organisent des manifestations de tous genres.

Des affaires de femmes aux affaires du monde

E n juillet dernier, j'assistais à Grindstone Island en Ontario à une conférence sur «Les femmes et le militarisme». Pendant quatre jours, il a été question de viol, d'inceste, d'avortement, de pornographie, du nucléaire, de guerre et même d'hétérosexualité et de lesbianisme. Et au bout du compte, question de faire les liens entre notre condition de femmes et la condition du monde. C'est bien ce que cette mobilisation grandissante des femmes pour la paix a de stimulant : elle illustre, peut-être mieux qu'à nul autre moment de l'histoire, que «le féminisme

n'existe pas tout seul». Elle remet en question cette définition étriquée du féminisme comme étant un sujet parmi d'autres, une série de préoccupations féminines, alors qu'au contraire, le féminisme est de plus en plus «essentiel à l'élaboration d'un nouveau cadre idéologique, à cette nouvelle perspective de vie dont nous avons tant besoin si nous sommes pour modifier la dynamique patriarcale du militarisme, de la domination des peuples et de l'exploitation des ressources à laquelle nous sommes continuellement confronté-e-s»²⁰

La menace d'une guerre nucléaire aurait donc au moins ceci de positif: elle nous oblige à élargir nos perspectives tout en les précisant, en examinant sérieusement ce que nous voulons dire quand nous parlons d'un monde meilleur. Cette déclaration des «Lesbians in the Peace Movement», faite le 11 juin 82 à New York, en est un exemple: «Nous sommes des lesbiennes qui travaillons pour plus de justice dans un monde hétérosexiste. Or notre vision d'un monde meilleur inclut la liberté pour nous d'être lesbiennes. Aujourd'hui, nous tenons à souligner notre «visibilité» comme le moyen que nous prenons pour favoriser la paix dans le monde et comme l'expression de notre solidarité avec nos soeurs présentes.»²¹ Mais au-delà de l'orientation sexuelle, de l'âge, de la maternité, des nationalités, toute femme impliquée dans le mouvement de la paix ne devra-t-elle pas répondre à la question la plus évidente de toutes, celle du pacifisme ou, plus précisément, celle de la non-violence?

La non-violence en questions

Pour mieux marquer la violence que nous subissons aux mains des hommes et nous opposer à la violence de façon générale, nombreuses sont celles qui invoquent le principe de la non-violence. Qui peut être contre ce principe mais qui sait concrètement ce que ça veut dire? Car contrairement à la violence, le concept de la non-violence n'a aucune résonnance, ne renvoie à aucune pratique. Jusqu'à maintenant, nous avons surtout été victimes de violence et il ne faut pas confondre cela avec une non-violence «naturelle» des femmes, même s'il est toujours tentant de se décrire comme le contraire de ce que nous dénonçons. Tout le problème, il me semble, se situe au niveau de la viabilité de la non-violence. Est-ce une fin en soi, comme le préconisait Gandhi lorsqu'il parlait de «force de la vérité», ou est-ce un moyen parmi d'autres? Est-ce même un concept qui nous appartient? Alors que faire devant un agresseur? Que dire aux Nicaraguayennes, aux Salvadoriennes, à toutes les femmes qui se battent pour leur pays?

Invitée pour parler des femmes du Tiers Monde à la conférence sur le militarisme, Caroline Goodie Magadime est une Sud-Africaine qui enseigne depuis trois ans à Toronto. Elle a longuement parlé de la situation dans son pays, du rôle restreint des femmes, de la lutte pour la libération, des guerilleros, des camps de réfugié-e-s et, à la fin, elle a pleuré. Quand la réalité de l'une se bute à l'idéologie des autres, comment, en effet, ne pas sentir tout le poids de cette contradiction? Et préconiser la non-violence n'est-il pas, en ce moment, un peu trop utopique, faisant dire à des femmes du Tiers Monde, justement, que «le féminisme est un luxe»? Ou comme disait cette Ghanéenne lors de la Conférence internationale des femmes à Copenhague en 1980: «Pourquoi demanderais-je 50% de rien?»



Photo: Francine Pelletier

Mais malgré les frontières, le confort, les différences qui nous séparent, les femmes à travers le monde ont ceci en commun: elles sont victimes, et quand il arrive que des hommes le soient aussi, elles le sont encore davantage. Ainsi, «la non-violence commence pour nous, les femmes, par le refus d'être violentées, le refus d'être victimisées. Nous devons trouver des alternatives à la soumission parce que notre soumission – aux viols, aux assauts, au harcèlement, à la servitude domestique, aux abus et à la victimisation de toutes sortes – perpétue la violence»²². On pourrait donc croire, tout au moins espérer, que si la révolte des femmes était suffisamment large, suffisamment évidente, la violence que nous subissons, les guerres que nous connaissons depuis 2 000 ans, ne pourraient plus suivre le même cours. Privée de sa base habituelle, toute cette violence ne devrait-elle pas, alors, se retourner contre elle-même ou se rendre à notre évidence?

1/ Rapporté dans le New York Times, 13 juin 82.

2/ **Nuclear War: What's In It For You**, Project Ground Zero, Pocket Books, New York, 1982.

3/ D'après le Rapport de L'Académie des sciences de Stockholm, 1982.

4/ Stockholm International Peace Research Institute, Annuaire 1981.

5/ Le Devoir, 11 juin 82.

6/ La Presse, 9 juin 82.

7/ Les manifestations qui eurent lieu en Europe l'automne dernier mobilisèrent près de 3 millions de personnes.

8/ Repris dans un affichage de Conrad Atkinson, intitulé **/Nuclear War**, exposé dans le cadre du Atomic Salon à la Galerie Ronald Feldman à New York, en juin dernier.

9/ Créée en 1940 par l'équipe de scientifiques et techniciens qui mirent au point la bombe atomique.

10/ Newsweek, 26 avril 82.

11/ La même logique s'opère présentement autour de Gentilly-2 au Québec. Malgré les protestations, le moratoire et tout ce que nous savons maintenant sur les effets de radiation, cette centrale nucléaire

devrait être mise en marche à nouveau, au nom de la rentabilisation des investissements!

12/ Conrad Atkinson, op. cit.

13/ Tiré d'un tract du groupe Women Strike for Peace aux États-Unis.

14/ Un sondage effectué par le New York Times et CBS aux États-Unis révèle que 50% des hommes mais seulement 41% des femmes américaines approuvent l'administration Reagan. Cité dans Time Magazine, «**What Killed Equal Rights?**», 12 juillet 82.

15/ Time Magazine, «**How Long Till Equality?**», 12 juillet 82.

16/ Evelyn Reed, **Women's Evolution**.

17/ Entretien avec Jo Vellacott, historienne à l'Institut Simone-de-Beauvoir.

18/ Groupe de «Quakers» aux États-Unis qui militent depuis longtemps pour la paix.

19/ Femmes en mouvement, no 99, juillet 82.

20/ Charlotte Bunch, discours prononcé au Global Feminist Disarmament Meeting, 11 juin 82, repris dans **Off our backs**, juillet 82.

21/ Cité dans **Off our backs**, juillet 82.

22/ Andrea Dworkin, conférence donnée au Boston College en avril 75, intitulé «**Redefining Nonviolence**».